



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 LaurierSt./ 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III**

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT

"CE DOCUMENT COMPORTE DES EXIGENCES
RELATIVES À LA SÉCURITÉ"

Title - Sujet Entretien des terrains	
Solicitation No. - N° de l'invitation EJ196-200855/A	Date 2019-11-06
Client Reference No. - N° de référence du client 20200855	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FK-258-77970	
File No. - N° de dossier fk258.EJ196-200855	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-12-18	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hill, Cris	Buyer Id - Id de l'acheteur fk258
Telephone No. - N° de téléphone (613) 296-3573 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST National Capital Area (Ottawa) Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Infrastructure Maintenance and Solution Services Division
(FK)

L'Esplanade Laurier,
East Tower 4th Floor
L'Esplanade Laurier,
Tour est 4e étage

140 O'Connor, Street

Ottawa

Ontario

K1A 0R5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Appellation légale du ministère

Bien que TPSGC a été renommé Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) à des fins de communication, l'appellation légale de notre ministère demeure Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, pour les instruments de politique et les documents juridiques, y compris les contrats.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendus

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements – en période de soumissions
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Visite obligatoire des lieux

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
 - Section I : Soumission technique
 - Section II : Soumission financière
 - Section III : Attestations
 - Section IV : Renseignements supplémentaires

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires
- 5.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Renseignements sur les employés à des fins de sécurité

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Énoncé des travaux
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Exigences relatives à la sécurité
- 7.4 Durée du contrat
- 7.5 Responsables
- 7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (*le cas échéant*)
- 7.7 Paiement
- 7.8 Instructions relatives à la facturation – Services de maintenance
- 7.9 Attestations
- 7.10 Lois applicables
- 7.11 Ordre de priorité des documents
- 7.12 Exigences en matière d'assurance
- 7.13 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs
- 7.14 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
- 7.15 Réunion préalable au début des travaux

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Soumission financière - Base de tarification
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
Annexe D	Fiche de déneigement quotidien et Fiche d'entretien paysager quotidien
Annexe E	Plan du site
Annexe F	Système d'enregistrement des pesticides
Annexe G	Exemple de proposition de prix pour les travaux supplémentaires
Annexe H	Évaluation des dangers
Annexe I	Liste complète des noms de personnes qui occupent actuellement les postes de directeurs au sein de l'entreprise du soumissionnaire

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent :

- Annexe A Énoncé des travaux
- Annexe B Soumission financière - Base de tarification
- Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
- Annexe D Fiche de déneigement quotidien et Fiche d'entretien paysager quotidien
- Annexe E Plan du site
- Annexe F Système d'enregistrement des pesticides
- Annexe G Exemple de proposition de prix pour les travaux supplémentaires
- Annexe H Évaluation des dangers
- Annexe I Liste complète des noms de personnes qui occupent actuellement les postes de directeurs au sein de l'entreprise du soumissionnaire

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

1.2 Sommaire

1.2.1 Besoin

Fournir des services d'entretien paysager, y compris la main-d'œuvre, le matériel, l'équipement, la supervision et le transport, conformément à l'énoncé des travaux joint à l'annexe « A », pour Services publics et approvisionnement Canada (SPAC) à divers emplacements, __BFC Uplands, Ottawa (Ontario), Canada.

1.2.2 Période du contrat

La durée de tout contrat subséquent portera sur une **période d'un (1) an (date prévue de début des travaux – 1 mai 2020)**, le Canada conservera l'option irrévocable lui permettant de prolonger le contrat pour **quatre (4)** périodes consécutives de douze (12) mois chacune.

1.2.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

1.2.4. l'Accord commercial

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.2.5 Visite obligatoire des lieux

Ce besoin comporte une visite obligatoire des lieux. Voir la Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires.

1.2.6 Connexion postel

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

Remarque: l'entrepreneur doit être enregistré au moins 7 jours avant la date de clôture des soumissions

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DU SOUMISSIONNAIRE

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2019-03-04) Instructions uniformisées –services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : cent vingt (120) jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

2.3 Ancien fonctionnaire (A3025T - 2014-06-26)

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définitions

Aux fins de la présente clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. une personne morale;

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de *la Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de *la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à *la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R.C, ch. C-17; à *la Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à *la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à *la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à *la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à *la Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Compte tenu des définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour les anciens fonctionnaires touchant une pension :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension du soumissionnaire retenu soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, lesquels sont affichés sur les sites Web ministériels, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et aux Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période du paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- g. le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumissions

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **cinq (5) jours** civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour qu'une visite des lieux se tienne au BFC Uplands le 26 novembre 2019. La visite des lieux commencera à 08 :30, à partir de B347, 450 Croil.

Les soumissionnaires **doit** communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le 18 novembre 2019 pour confirmer leur présence et fournir le nom(s) de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer un formulaire de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont participé à la visite des lieux. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera jugée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

Un maximum de deux (2) représentants par soumissionnaire est permis pour l'examen des lieux

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission financière (voir Annexe B - Soumission financière - Base de tarification)
- Section III : Attestations
- Section IV : Renseignements supplémentaires

Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit:

- Section I : Soumission technique (une (1) copie papier)
- Section II : Soumission financière (une (1) copie papier)
- Section III : Attestations (une (1) copie papier)
- Section IV : Renseignements supplémentaires (une (1) copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier:

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, plutôt qu'en couleur, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

3.1.1 Présentation des pièces justificatives

Des pièces justificatives, comme cela est mentionné aux paragraphes 3.1.1..2 et 3.2 ci-dessous, **DOIVENT** être incluses dans la proposition du soumissionnaire à la date de clôture de la demande de soumissions. Si le soumissionnaire ne fournit pas les pièces justificatives requises, il sera exclu du processus de soumission et sa proposition sera jugée irrecevable et sera rejetée.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle est prête à être citée en référence. L'équipe d'évaluation technique tentera de communiquer par téléphone avec la personne donnée en référence par le soumissionnaire et/ou par courriel au plus trois (3) fois durant les journées consacrées à l'évaluation technique, entre 8 h et 16 h, heure locale. Si la personne citée en référence ne fournit pas de référence, la proposition du soumissionnaire sera jugée non recevable et sera rejetée.

Les éléments de preuve fournis par le soumissionnaire peuvent être vérifiés par le Canada. SPAC se réserve le droit de vérifier si les renseignements sont exacts et complets, et si les clients donnés en référence sont satisfaits des services reçus. Dans le cas où les renseignements ne peuvent pas être vérifiés ou que le service a été jugé non satisfaisant, la proposition du soumissionnaire sera considérée comme non conforme et rejetée.

3.1.1.2 **(OBLIGATOIRE) Compétences du superviseur à temps plein - L'entretien paysager et services de déneigement**

1. Le soumissionnaire **DOIT** employer un superviseur à temps plein du 1^{er} mai au 31 octobre, qui est titulaire de l'un des certificats ou diplômes qui suivent :
 - i) un diplôme d'études collégiales en horticulture délivré par un collège reconnu; **OU**
 - ii) un diplôme en horticulture délivré par une université reconnue; **OU**
 - iii) un certificat de désignation à titre de technicien en horticulture agréé reconnu au Canada en entretien paysager et/ou un certificat de désignation à titre de technicien agréé en aménagement paysager reconnu par l'industrie, qui comprendra quatre modules à terminer – végétaux, surface dure, surface gazonnée et éléments ornementaux (ce programme doit être achevé en trois ans et comporte une note de passage de 70 % pour chacun des quatre modules); **OU**
 - iv) un certificat attestant que la personne est membre de l'Association des Paysagistes Professionnels du Québec. **OU**
 - v) un autre diplôme d'études collégiales ou universitaires dans le cadre duquel la majorité des cours suivis étaient reliés à l'horticulture dans des domaines comme les sols, la phytologie, l'identification des plantes et des mauvaises herbes, l'entretien de terrain, la construction des espaces verts, la serriculture et son exploitation, les cultures agricoles, la sylviculture, l'arboriculture, l'agroforesterie, la gestion des gazons et la lutte antiparasitaire intégrée. **Les relevés de notes dans l'une ou l'autre des langues officielles doivent être joints à la soumission.**

La preuve de la formation décrite dans les documents ci-dessus **DOIT** être jointe à la proposition du soumissionnaire à la clôture des soumissions.

Si le soumissionnaire ne fournit pas les pièces justificatives requises, il sera exclu du processus de soumission et sa proposition sera jugée irrecevable et sera rejetée.

2. Le soumissionnaire **DOIT** employer un (1) superviseur à temps plein du 1^{er} novembre au 30 avril, (pour les services de déneigement).

3.1.1.3 Superviseur à temps plein

Indiquer le nom du **superviseur à temps plein** du soumissionnaire qui sera affecté au contrat **pour l'entretien paysager**.

Nom du superviseur	
--------------------	--

3.2 (OBLIGATOIRE) Expérience et rendement antérieur de l'entrepreneur

Le soumissionnaire doit fournir la preuve de son expérience et de son rendement antérieur en tant qu'entrepreneur en fournissant des références relativement à **un (1) emplacement pour les services d'entretien paysager**. Les projets/contrats cités en référence doivent avoir duré au moins trois (3) années consécutives et avoir été complétés de manière satisfaisante **au cours des dix (10) dernières années** à chaque emplacement.

L'intégralité et l'exactitude des renseignements fournis par le soumissionnaire pourraient être vérifiées, et la satisfaction à l'égard des services fournis pourrait être confirmée auprès des références données.

Si le soumissionnaire ne fournit pas les références demandées, si les références ne peuvent être vérifiées ou si l'on constate que les services sont insatisfaisants, la proposition du soumissionnaire sera jugée irrecevable et rejetée d'emblée.

Si le soumissionnaire soumet plus de référence que le nombre exigé à l'article 3.2 Expérience et rendement antérieur de l'entrepreneur ci-dessus, seules les références correspondant à ce nombre limite de références seront évaluées.

Les renseignements obligatoires demandés dans les tableaux qui suivent doivent être fournis au complet pour chaque **emplacement** cité en référence. Si ces renseignements obligatoires ne sont pas fournis dans les « **tableaux portant sur les emplacements** » à la clôture des soumissions, la proposition sera considérée non recevable et sera rejetée.

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

1 a) Obligatoire Référence pour les contrats qui comprennent l'entretien paysager

RÉFÉRENCE N° 1 : CONTRATS QUI COMPRENNENT L'ENTRETIEN PAYSAGER	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente	Nom : _____
Nom de la personne-ressource du client qui peut confirmer l'information présentée dans la proposition. <u>(ne pas inclure l'autorité contractante à titre de référence)</u> Si un client supplémentaire doit servir de référence pour cet emplacement, il est obligatoire de l'indiquer.	Nom : _____ Nom : _____ Nom : _____
Numéro de téléphone et courriel de l'entreprise pour chaque client précité. Si un client supplémentaire doit servir de référence, leur numéro de téléphone et leur courriel doivent être fournis.	Numéro de téléphone de l'entreprise : _____ Courriel : _____ Numéro de téléphone de l'entreprise : _____ Courriel : _____ Numéro de téléphone de l'entreprise : _____ Courriel : _____
Adresse municipale, emplacement, du contrat	_____ _____
Période d'exécution du projet ou du contrat pour le cite précité (indiquer le jour, le mois et l'année) Si un autre projet/contrat doit être indiqué pour respecter l'exigence de trois (3) années consécutives à cet emplacement, il est obligatoire d'indiquer la date de début (jour, mois et année) et la date de fin (jour, mois et année) pour l'emplacement.	De : mois ____ année ____ Au : mois ____ année ____ De : mois ____ année ____ Au : mois ____ année ____ De : mois ____ année ____ Au : mois ____ année ____

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

Section II : Voir l'Annexe B - Soumission financière - Base de tarification

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le barème de prix jointe en Annexe B - Soumission financière.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV : Renseignements supplémentaires

3.1.4 Représentant du soumissionnaire

Le nom et les coordonnées de la personne à contacter pour les demandes de renseignements généraux et le suivi sont les suivants :

Nom : _____

Téléphone : _____

Cellulaire : _____

Courriel : _____

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique et financière – exigences obligatoires à la clôture des soumissions

- 1) Visite des lieux
- 2) Attestation de sécurité au niveau Coté De Fiabilité à la clôture des soumissions, conformément à la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité
- 3) Renseignements sur les employés à des fins de sécurité à la clôture des soumissions conformément à la Partie 6, article 6.2
- 4) (a) Qualifications obligatoires du superviseur à temps plein conformément à la Partie 3, Section 1 : Soumission technique.
- 5) Expérience e et rendement antérieur de l'entrepreneur conformément à la Partie 3, Section I : Soumission technique;
- 6) Présentation des prix/taux fermes, en dollars canadiens, conformément à la Partie 3, Section II : Soumission financière, Annexe B;

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à **tous** les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable.

Les soumissions recevables seront évaluées en fonction du prix de la soumission recevable le plus bas; la soumission offrant une combinaison du total global le plus bas de la soumission, dont 80 % portera sur le prix ferme (Barème de prix 1) et 20 % sur la portion « sur demande » (Barème de prix 2 et 3), sera recommandé pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires devraient fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires devraient fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Documentation sur les cartes et permis (avant l'attribution)

Des copies valides des cartes et des permis suivants de chacune des ressources proposées doivent être présentées avant l'attribution.

Le non-respect de la demande de l'autorité contractante et du besoin dans ce délai rendra la soumission non recevable et aucune autre considération ne sera accordée au dossier du soumissionnaire.

Tous les certificats doivent être reconnus par Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Programme du travail et/ou la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents au travail (CSPAAT) et/ou l'Association ontarienne de la sécurité dans la construction (AOSC) et/ou tout autre organisme législatif ou de réglementation reconnu dans la province ou le territoire où s'effectueront les travaux.

Pour exécuter les travaux liés à ce besoin, le personnel d'entretien de l'entrepreneur doit détenir les documents suivants :

- **Les cartes, les certificats et les permis ne doivent pas dater de plus de cinq (5) ans pour chaque employé désigné pour réaliser les travaux prévus au contrat :**
- **un certificat/une carte valide de compétence en premiers soins/RCR / format portefeuille;**
- **un certificat/une carte valide de formation du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)/ format portefeuille;**
- **Certificat d'arboriste**
- **Permis d'utilisateur de pesticides pour la province de l'Ontario (Entrepreneur de pesticides pour fournir)**
- **Permis de paysagiste pour les demandeurs du permis d'utilisateur de pesticides pour la province de l'Ontario (employé de l'entrepreneur des pesticides)**

5.1.2 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-) (<http://www.tpsgc->

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Documents exigés

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire **doit** joindre à sa soumission la documentation requise, selon le cas, pour que son offre passe à l'étape suivante du processus. **Liste de noms à l'annexe I.**

5.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.3.1 Statut et disponibilité du personnel (A3005T – 2010-08-16)

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.3.2 Études et expérience (A3010T – 2010-08-16)

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT

À remplir au moment de l'attribution du contrat

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante. *(Supprimer cette phrase à l'attribution du contrat.)*

7.1 Énoncé des travaux - Contrat

Fournir des services d'entretien paysager, y compris la main-d'œuvre, le matériel, l'équipement, la supervision et le transport, conformément à l'énoncé des travaux joint à l'annexe « A », pour Services publics et approvisionnement Canada (SPAC) à divers emplacements, BFC Uplands, Ottawa (Ontario), Canada

7.1.1 Remplacement de personnes précises

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.

2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de la personne et fournir :

- (a) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience;
- (b) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.

3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

7.1.2 Noms des employés qualifiés *(Remarque à l'intention de l'autorité contractante : changer les titres au besoin)*

L'entrepreneur doit fournir le nom des employés qualifiés qui seront affectés au contrat. Les personnes citées ci-dessous doivent être les mêmes que celles citées aux parties 3 et 6 de la proposition.

EMPLOYÉS	
Employés	Nom légal (prénom et nom) Veuillez écrire clairement en caractères d'imprimerie.
Superviseur à temps plein Entretien paysager	
Superviseur à temps plein Entretien relatif à l'enneigement	

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales (**Assurez-vous que la date indiqué est la date en cours**)

Le document 2035 (2018-06-21), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
 2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
 3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
 4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C ;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).
- 7.3.2. L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité des contrats](#) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est du _____ au _____ inclusivement. (*laisser en blanc jusqu'à l'attribution du contrat – supprimer cette remarque avant l'émission de la demande de soumissions*)

7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (4) périodes supplémentaires de douze (12) mois chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 60 jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Cris Hill
Titre : Spécialiste en approvisionnements
Adresse: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'attribution des marchés immobiliers
4ième étage, 140 Rue O'Connor, L'Esplanade Laurier, Tour Est,
Ottawa, Ontario, K1A 0S5
Téléphone/ cellulaire : 613-296-3573
Adresse de courriel : cris.hill@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique (À FOURNIR AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : 180 rue Kent, 18ième étage (*revise as required*)
Ottawa, ON
K1A 0S5
Cellulaire : _____
Adresse de courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le nom et les coordonnées de la personne à contacter pour les demandes de renseignements généraux et le suivi sont les suivants :

Nom : _____
Téléphone : _____
Cellulaire : _____
Courriel : _____

7.5.5 Personne(s) identifiée(s) – Superviseur-paysagiste

L'entrepreneur doit fournir les services des personnes suivantes pour la réalisation des travaux indiqués dans le contrat :

Nom du superviseur : _____

Numéro de téléphone : _____

Numéro de cellulaire : _____

Courriel : _____

Remarque à l'intention de l'autorité contractante : Insérer le texte intégral de la clause A3025C du Guide des CCUA, s'il y a lieu, pour aider les ministères clients à déterminer les contrats conclus avec des anciens fonctionnaires; Insérer le texte intégral de la clause A3025C du Guide des CCUA, pour aider les ministères clients à cibler les contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires et à indiquer cette information dans leur divulgation proactive des contrats.

7.6 Divulgation proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, l'entrepreneur accepte que ces renseignements soient affichés dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Limite des dépenses (**Remarque à l'intention de l'autorité contractante : utiliser cette clauses (7.7.1) seulement si le besoin contient une portion « sur demande ».**)

L'entrepreneur fournira les biens et services aux termes du contrat jusqu'à une dépense **totale estimative** qui n'excède pas (**à déterminer**) \$ (taxes applicables en sus) dont une somme de (**à déterminer**) \$ (taxes applicables en sus) est réservée aux biens et/ou services énumérés ou décrits dans les **Barèmes de prix 1 et 2**, et une somme de (**à déterminer**) \$ (taxes applicables en sus) est réservée aux biens et/ou services supplémentaires « sur demande » aux prix et/ou aux taux indiqués dans les **Barèmes de prix 3, 4 et 5**.

7.7.2 Base de paiement - Prix fermes et prix des travaux exécutés « sur demande »

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes, conformément aux Conditions générales 2035 16 (2014-09-25), Période de paiement, et aux tableaux suivants. Les taxes applicables sont en sus, s'il y a lieu.

(Modifier au besoin s'il s'agit de services toute l'année, d'aménagement paysager seulement ou de déneigement seulement)

(a) Les travaux d'aménagement paysager doivent être payée conformément aux **Barème de prix 1**, sur présentation d'une facture à la fin de chaque mois civil conformément à la CCUA, clause 2035-16 (norme de paiement est de 30 jours) de mai à octobre pour chaque saison de l'aménagement paysager.

c) Réalisation de travaux sur demande

Tous les coûts associés aux travaux liés, à des « opérations spéciales » et à des « travaux supplémentaires » seront payés « sur demande », conformément aux **barèmes de prix 3, 4 et 5**, après l'exécution, l'inspection et l'acceptation des travaux réalisés, à la fin du mois civil au cours duquel les travaux

La responsabilité totale du Canada aux termes de la partie du contrat concernant les travaux effectués sur demande ne doit pas excéder _____ \$ (**à déterminer**) (taxes applicables en sus).

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- (a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- (b) si l'entrepreneur considère que la somme en question pourrait être dépassée, il devra le faire savoir à l'autorité contractante dans les plus brefs délais.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des spécifications ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante, avant la réalisation des travaux.

7.7.3 Voir Annexe « B » - Base de tarification

7.7.4 Période de paiement - 2035 16 (2014-09-25)

1. La période normale de paiement du Canada est de 30 jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31^e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à l'article 17.

2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les 15 jours suivant la réception. La période de paiement de 30 jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les 15 jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

7.7.5 Détermination du coût – Ajout ou suppression de travaux

Le Ministère peut parfois demander des changements aux zones à entretenir en raison d'exigences opérationnelles ou de projets réalisés sur le site, encore parce que de nouvelles zones à entretenir ont été aménagées, ou parce que des zones ont été éliminées; le prix ferme sera rajusté en conséquence en fonction de 80 % du prix ferme indiqué dans le Barème de prix 1 et/ou 2 (ajuster en conséquence), comme suit:

Ventilation du prix ferme pour le calcul de l'ajout ou de la suppression de m² :

- 20 % du prix original ferme demeure inchangé. **Frais d'exploitation**
- 80 % du prix

L'augmentation ou la diminution du prix ferme mensuel pour l'entretien des zones ajoutées ou supprimées est fondée sur 80 % du prix ferme et sera calculée en divisant le prix ferme pour le déneigement par le nombre de mètres carrés indiqués à l'Annexe ____ Plan du site pour le déneigement, puis ensuite multiplié par la superficie en mètres carrés à ajouter ou supprimer.

Exemple :

Contrat dans l'année 1 (prix ferme de 65 000,00 \$) pour une superficie totale de **2 805 m²**, à laquelle une réduction de **358 m²** doit être appliquée en date du 1^{er} janvier :

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

Période du contrat Du 1 ^{er} novembre au 30 avril	Prix annuel ferme
Année 1	65 000,00 \$
Année d'option 1	74 000,00 \$
Année d'option 2	78 000 \$

Ventilation du prix pour le calcul de la suppression :

	Année 1	Année d'option 1	Année d'option 2
20 % du prix ferme	13 000,00 \$	14 800,00 \$	15 600,00 \$
80 % du prix ferme	52 000,00 \$	59 200,00 \$	62 400,00 \$

Formule : **52 000,00 \$** (80 % de 65 000,00 \$) / 2 805 m² = 18,54 \$ x 358 m² = 6 637,32 \$ (réduction totale fondée sur le prix ferme total)

Ventilation du prix de la réduction (dénégement seulement) à compter du 1^{er} janvier :

- Janvier = 6 637,32 \$ @ 25 % = 1 659,33 \$
- Février = 6 637,32 \$ @ 25 % = 1 659,33 \$
- Mars = 6 637,32 \$ @ 20 % = 1 327,46 \$
- Avril = 6 637,32 \$ @ 5 % = 331,87 \$

Réduction totale = 4 977,99 \$

Vérification de la ventilation du prix : 6 637,32 \$ x 75 % (période restante à appliquer la réduction à compter du 1^{er} janvier) = 4 977,99 \$

(At contract award - insert appropriate pricing table(s) here)

7.7.6 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) Instructions aux soumissionnaires/entrepreneurs

C0710C (2007-11-30) Vérification du temps et du prix contractuel

7.8 Instructions relatives à la facturation – Services d'entretien

Les factures concernant des travaux liés à de l'« aménagement paysager » doivent être présentées à la fin de chaque mois civil de mai à octobre, conformément à la clause Base de paiement ci-après.

Tous les coûts relatifs aux « activités spéciales » et aux « travaux supplémentaires » doivent être facturés après l'exécution, l'inspection et l'acceptation des travaux, à la fin du mois civil pendant lequel les travaux ont été exécutés et acceptés, conformément à la clause Base de paiement ci-après. Ces coûts doivent être indiqués séparément sur la facture mensuelle.

7.8.1 Inspection et acceptation (D5328C 2014-06-26)

Le responsable technique est le responsable de l'inspection. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis conformément au marché peuvent être soumis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, des documents, des biens ou des services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

7.8.2 Paiement mensuel (H1008C – 2008-05-12)

Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.8.3 Instructions relatives à la facturation

1. Toutes les factures doivent être envoyées par la poste ou par courriel au responsable technique, conformément à la première page du contrat, et doivent comprendre les éléments suivants :
 - a) Nom et adresse de l'entreprise
 - b) Numéro du contrat
 - c) Description des travaux effectués et pour lesquels un paiement est demandé
 - d) Lieu des travaux et nom de la personne qui a demandé le service
 - e) Tous les rapports mentionnés dans l'Énoncé des travaux
 - f) Toutes les taxes doivent être énumérées comme des articles distincts sur la facture

2. **Les paiements ne seront effectués qu'à la réception de factures appropriées dûment accompagnées des documents requis en vertu de ce contrat. À défaut de fournir l'information exacte, la facture ne sera pas traitée pour le paiement.**

3. Les factures doivent être distribuées comme suit :

Les factures originales et tous les documents requis doivent être transmis à l'adresse suivante aux fins d'attestation et de paiement.

Les factures doivent être préparées et envoyées à :

Services publics et Approvisionnement Canada
180, rue Kent, 18^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0S6

ou par courriel en format PDF à : _____@tpsgc-pwgsc.gc.ca (Indiquer le responsable technique à l'attribution du contrat)

Les paiements ne seront effectués qu'à la réception de factures appropriées dûment accompagnées des documents requis en vertu de ce contrat.

7.8.1. PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'entrepreneur accepte d'être payé par voie électronique :

Dépôt direct (national et international)

Nom de l'entreprise : _____

Courriel pour les renseignements concernant le dépôt direct :

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

7.9 Attestations

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Agent de négociation des contrats : Veuillez modifier en fonction de votre besoin.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2035 (2018-06-21) *modifier la date au besoin*;
- c) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe B, Base de tarification
- e) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS);
- f) l'Annexe D, Fiche de déneigement quotidien et Fiche d'entretien paysager quotidien;
- g) l'Annexe E, Plan du site;
- h) l'Annexe F, Système d'enregistrement des pesticides;
- i) l'Annexe G, Exemple de proposition de prix pour les travaux supplémentaires;
- j) la soumission de l'entrepreneur en date du ____ (*inscrire la date de la soumission*).

7.12 Exigences en matière d'assurance

7.12.1 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences en matière d'assurance prévues à l'article 7.13.2, Assurance de responsabilité civile commerciale. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.12.2 Assurance responsabilité civile générale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

- l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - n Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
 - o Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Draft Paysage seulement – DDP (F) - EJ196-200855/A

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjudgée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

7.13 Téléphones cellulaires et/ou téléavertisseurs

Le contremaître ou le superviseur de l'entrepreneur doit être muni en tout temps d'un téléphone cellulaire et/ou d'un téléavertisseur. Toutes les dépenses, y compris l'installation, le temps d'antenne, les frais d'activation et le coût du téléphone cellulaire ou du téléavertisseur seront payés par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit fournir un service de communication continu.

7.14 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

L'entrepreneur doit se conformer à tous les ordres permanents ou autres règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

7.15 Réunion préalable à l'exécution des travaux

L'entrepreneur est tenu de participer à une réunion préalable à l'exécution des travaux et un compte rendu de la réunion doit être préparé. La date et le lieu de la réunion doivent être déterminés par le responsable technique.

L'entrepreneur doit fournir au responsable technique une copie électronique de son plan d'activités et de sa politique relative à la sécurité, comme l'exigent la réglementation provinciale en matière de santé et de sécurité au travail et le plan de gestion des sels, avant le début des travaux.

SPÉCIFICATIONS D'ENTRETIEN DU PAYSAGE

SECTION 1 PORTÉE

1. Objet

Le présent énoncé des travaux (EDT) a pour but de fournir des services d'entretien paysager à BFC Uplands.

SECTION 2 GÉNÉRALITÉS

2.1 Pesticides

1.1 L'entrepreneur doit respecter la Directive sur les pesticides, chapitre 2-15 du Manuel de gestion du personnel du Conseil du Trésor, <https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d7/v23/s260/en#s260-tc-tm> ainsi que les règlements fédéraux et provinciaux. Aucun pesticide ne doit être utilisé ni entreposé sur le site sans avoir préalablement obtenu une autorisation écrite du responsable technique. L'entrepreneur doit informer à l'avance l'autorité technique du moment où les pesticides seront pulvérisés, afin que les inspections de suivi puissent être planifiées.

1.2 Documentation

L'entrepreneur doit avoir un permis pour travailler dans la province de l'Ontario. Il doit fournir une copie du permis d'opérateur antiparasitaire de l'entreprise en vigueur en Ontario. Les techniciens de l'entrepreneur doivent détenir un permis d'épandage de pesticides/paysagiste valide en Ontario.

L'entrepreneur doit remplir dûment le formulaire intitulé Système d'enregistrement des pesticides (PestRec) et tout autre document requis, immédiatement après la mise en œuvre de toute mesure antiparasitaire. Le formulaire PestRec doit être envoyé dans la journée ouvrable suivant l'épandage de tout pesticide (aquacide, vinaigre horticole, etc.). Les exemplaires des documents exigés seront disponibles au bureau de TPSGC situé au 180, rue Kent, à Ottawa.

Les lieux pulvérisés doivent être décrits avec précision sur le formulaire pour que l'autorité technique puisse procéder aux inspections de suivi nécessaires. Si l'espace fourni sur le formulaire est insuffisant pour décrire les détails concernant les lieux aspergés, une autre feuille peut être jointe.

2.2 Délai de réponse

L'entrepreneur doit fournir au responsable technique les numéros de téléphone, y compris de cellulaire, où ses superviseurs peuvent être joints vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24), sept (7) jours sur sept (7), au cas où il y aurait un appel d'urgence.

L'entrepreneur doit prendre les mesures correctives nécessaires pour remédier à toute lacune dans l'exécution du présent contrat dans l'heure (1) suivant la réception d'un avis.

2.3 Aménagement paysager durable

L'entrepreneur doit adopter une approche écologique quant aux méthodes et aux matériaux utilisés pour l'entretien paysager, de manière à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à protéger la santé publique grâce à une gestion sécuritaire des matières potentiellement dangereuses et à protéger les sols et les nappes d'eau souterraines.

En vue de réduire les émissions de CO₂ et la pollution par le bruit, le matériel ne doit être utilisé que lorsque nécessaire. L'entrepreneur doit choisir du matériel et du carburant qui permettent de limiter les émissions de polluants atmosphériques, en plus de s'assurer que tout le matériel utilisé est entretenu correctement. L'entrepreneur utilisera, dans la mesure du possible, de l'équipement électrique en vue de réduire les émissions de CO₂ et la pollution par le bruit. L'entrepreneur doit nettoyer le matériel avant de l'apporter au chantier, pour éviter d'y faire entrer des espèces envahissantes.

2.4 Heures de travail

Le site est opérationnel vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24), sept (7) jours sur sept (7).

2.5 Ajout ou suppression de travaux

Le Ministère peut parfois demander des changements aux zones à entretenir en raison d'exigences opérationnelles ou de projets réalisés sur le site, encore parce que de nouvelles zones à entretenir ont été aménagées, ou parce que des zones ont été éliminées.

2.6 Poubelles et récipients à mégots

Du 1^{er} mai au 31 octobre, les poubelles ne doivent jamais être pleines à plus de 90 % et doivent être vidées au moins une fois par jour. Les sacs à ordures sont bien ajustés aux rebords de la poubelle.

Le Ministère a le droit d'ajouter ou de retirer des poubelles, à tout endroit et à tout moment, en fonction des besoins des utilisateurs des édifices et des clients, sans que cela n'occasionne de coûts supplémentaires pour le Ministère. Par contre, si des poubelles sont ajoutées pour un événement spécial à durée limitée et que l'entrepreneur doit les vider pendant la durée de cet événement, une commande subséquente sera émise pour les travaux supplémentaires.

2.7 Ramassage des rebuts

L'entrée et les terrains doivent être exempts de rebuts du 1^{er} mai au 31 octobre. Ces rebuts comprennent les mégots de cigarettes, les mauvaises herbes, la saleté, le sable ainsi que les déchets organiques et inorganiques.

2.8 Coûts d'élimination

L'entrepreneur doit assumer tous les coûts d'élimination des feuilles, des rebuts et des ordures du site selon les modalités du présent contrat.

2.9 Dommages

L'entrepreneur doit visiter le site avec l'autorité technique au début de la saison. L'entrepreneur doit demander au responsable technique des photos des installations endommagées sur le site. À la fin de la saison, une autre inspection sera effectuée conjointement.

L'entrepreneur devra signaler immédiatement au responsable technique tout dommage causé par son personnel, son équipement ou une tierce partie. Tout dommage causé par l'entrepreneur sera réparé aux frais de ce dernier et dans un délai qui aura été mutuellement convenu. Toute réparation doit être réalisée à la satisfaction du responsable du site de TPSGC. L'autorité technique doit envoyer une confirmation à l'entrepreneur lorsque les réparations sont approuvées.

2.10 Registres d'entretien et inspections par l'entrepreneur

Les registres quotidiens d'entretien paysager doivent être à jour afin d'y consigner les inspections et les travaux complétés par l'entrepreneur. Les activités pertinentes seront vérifiées et signées par le superviseur de l'entrepreneur chaque semaine entre le 1^{er} mai et le 31 octobre; envoyer une copie par courriel au responsable technique à la fin du mois avec la facture.

2.11 Identification

Les employés et les véhicules de l'entreprise doivent être clairement identifiés par le nom ou le logo de l'entreprise.

2.12 Véhicules

Tous les véhicules utilisés sur le site doivent être immatriculés par le ministère des Transports de la province, être propres et répondre aux normes de sécurité provinciales. Les employés doivent éviter de rouler ou de se garer sur la pelouse. Tous les véhicules motorisés doivent présenter les caractéristiques de sécurité requises et être en bon état de fonctionnement. L'entrepreneur doit fournir une liste exhaustive de tout l'équipement nécessaire aux travaux sur place sur laquelle figurent la marque, le modèle, le numéro d'identification de véhicule et les numéros d'immatriculation.

2.13 Plan d'exploitation

L'entrepreneur doit présenter, par écrit, au cours de la réunion préalable à l'exécution des travaux, un plan d'exploitation pour les éléments suivants :

1. Description des méthodes et des techniques d'entretien utilisées pour fournir les services requis, ainsi que du moment choisi pour le faire. Le moment choisi pour faire l'entretien doit être indiqué afin que l'autorité technique puisse mener des inspections de suivi.
2. Manière selon laquelle les défaillances de l'équipement ou la pénurie de main-d'œuvre seront traitées.
3. Liste d'équipement et de véhicules (avec les numéros d'identification de véhicule et les numéros d'immatriculation).
4. Liste d'équipement électrique
5. Ressources administratives et capacité.
6. Description de la méthode utilisée par l'entrepreneur pour répondre aux demandes du responsable technique.
7. Méthodes de contrôle de la qualité des services qui seront offerts, y compris la désignation du superviseur-remplaçant à temps plein qui doit posséder les mêmes qualifications que le superviseur à temps plein.

L'entrepreneur y apportera toute modification nécessaire pour satisfaire aux exigences opérationnelles du site et assurer les services requis, comme il est décrit dans l'énoncé des travaux.

L'entrepreneur affirme que le nombre d'employés et d'équipement convenus dans le plan d'exploitation approuvé seront maintenus et disponibles pendant la durée du contrat d'entretien. L'autorité technique doit être avisé de tout changement apporté à la liste d'équipement.

Conformément aux conditions du contrat, l'entrepreneur doit informer par écrit l'autorité technique de tout changement visant le site et qui pourrait avoir une incidence sur l'entretien, et ce, dans un délai d'un (1) jour ouvrable suivant ce changement.

2.14 Travaux supplémentaires

L'entrepreneur doit obtenir une autorisation écrite préalable du responsable technique, sous forme de commande subséquente, avant d'effectuer tout travail supplémentaire.

2.15 Santé et sécurité

1. L'entrepreneur doit présenter un plan de santé et de sécurité propre au site au cours de la réunion préalable à l'exécution des travaux. Voici, à titre de référence, un exemple de liste non exhaustive des éléments pouvant être inclus dans ce plan:

- .1 Une évaluation des risques propres au site.
- .2 Une analyse des risques pour la santé et la sécurité liés aux tâches et aux activités réalisées sur le site.
- .3 L'utilisation de l'équipement de protection individuel.
- .4 Les procédures à suivre en cas d'urgence.
- .5 Tous les certificats du personnel doivent être joints au plan, notamment les certificats d'arboriculteurs, les certificats permettant de manipuler une scie à chaîne, les certificats de formation sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), les certificats attestant que les superviseurs et les employés ont suivi une séance de sensibilisation à la santé et à la sécurité ainsi que de premiers soins, afin que le personnel proposé soit autorisé à travailler dans le cadre du présent contrat. Les fiches signalétiques (FS)/fiches de données de sécurité (FDS) requises de tous les produits utilisés sur place doivent également être jointes au plan.

2. Chaque année, l'entrepreneur doit présenter une copie mise à jour de son plan de santé et de sécurité. Il devra également, tous les ans (au besoin), revoir la politique en matière de santé et de sécurité et la politique en matière de violence et de harcèlement, qu'il devra ensuite signer et dater.

3. Conditions générales

- .1 Continuer de mettre en œuvre, de tenir à jour et de faire respecter le plan jusqu'au départ définitif du site.
- .2 Présenter par écrit, au responsable technique, une exemption ou une substitution de toute partie ou disposition du plan révisé de santé et de sécurité propre au site en indiquant que l'on accepte les changements ou que l'on demande des améliorations.
- .3 Mettre à jour le plan de santé et de sécurité, au besoin.

4. Responsabilités

- .1 L'entrepreneur est chargé de la sécurité des personnes et des biens sur le site ainsi que de la protection de l'environnement et des personnes hors site, dans la mesure où ils pourraient être touchés par l'exécution des travaux.
- .2 Il doit respecter les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux pertinents, ainsi que le plan de santé et de sécurité propre au site, et veiller à ce que les employés s'y conforment.
- .3 Si une situation, un facteur ou un risque imprévu ou particulier concernant la sécurité survenait au cours de l'exécution des travaux, faire cesser sans tarder les travaux et en informer, de vive voix ou par écrit, l'autorité technique.

5. Mesures correctives

- .1 L'entrepreneur doit remédier sans tarder aux problèmes de non-conformité relatifs à la santé et à la sécurité signalés par l'autorité technique.

.2 L'entrepreneur doit présenter au responsable technique un rapport écrit sur les mesures prises pour régler les problèmes de non-conformité signalés en matière de santé et sécurité.

.3 L'autorité technique peut ordonner l'arrêt des travaux si l'entrepreneur ne remédie pas aux cas de non-conformité relatifs à la santé et la sécurité.

6. L'entrepreneur doit privilégier la sécurité et la santé du personnel et de la population ainsi que la protection de l'environnement par rapport aux questions liées au coût et au calendrier des travaux.

7. Formation

L'entrepreneur présentera un rapport de formation et les documents justificatifs pour attester que son personnel a reçu la formation nécessaire pour utiliser et entretenir l'équipement qu'il utilise sur place. Les membres du personnel doivent signer et dater les documents qu'ils reçoivent après avoir réussi la formation. L'entrepreneur fournira au responsable technique des dossiers de formation dûment mis à jour pour tout son personnel, pendant la durée du présent contrat.

2.16 Superviseur

Le superviseur à temps plein agira à titre de personne-ressource principale pour l'autorité technique en ce qui a trait aux travaux décrits dans l'énoncé des travaux. Le superviseur est autorisé par l'entreprise à fournir au responsable technique les propositions de prix demandées, et ce, **dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception de la demande**. Le superviseur devra rencontrer l'autorité technique sur place, au besoin, **entre 7 h 30 et midi ou entre 13 h et 15 h 30**. L'autorité technique transmettra les rapports d'inspection au superviseur, qui s'assurera que tous les problèmes ont été réglés. Le superviseur doit informer l'autorité technique de tous les problèmes survenant sur le site et qui peuvent avoir des répercussions sur la prestation des services ou qui exigent la prise de mesures par l'autorité technique.

Le superviseur à plein temps doit inspecter les sites toutes les semaines, ou plus souvent si nécessaire, conformément aux exigences de la Section 3, pour s'assurer que toutes les obligations contractuelles sont respectées.

2.17 Dépôt de munitions

Le dépôt de munitions, situé sur Alert Road est identifié sur le plan d'entretien paysager. L'entretien doit se faire pendant les heures normales de travail, soit du lundi au vendredi, entre 7h et 16h. À son arrivée, l'entrepreneur doit utiliser le téléphone de service (fixé sur la clôture) pour accéder le site.

2.18 Accès aux endroits sécurisés

Pour accéder les endroits sécurisés tel que les édifices 345, 368, 465, 475, 512, complexe Bluenose, 30th Field, hangar 14, l'entrepreneur doit se présenter au personnel à l'intérieur de chaque édifice dès son arrivée tel que requis. L'entretien doit se faire pendant les heures normales de travail, soit du lundi au vendredi, entre 7h et 16h pour ces endroits sécurisés.

SECTION 3 ENTRETIEN PAYSAGER

3.1 Nettoyage général

1. Nettoyage des drains et des bassins collecteurs

Les drains et les bassins collecteurs doivent être exempts de glace, déchets, de feuilles, de saletés ou de tout objet pouvant nuire à l'écoulement des eaux de ruissellement.

3.2 Gazon

1. Ratissage printanier

Le gazon doit être ratissé au printemps, au plus tard le 15 mai et au besoin, pour faciliter la pénétration de l'air et de l'eau ainsi que pour enlever les produits de déglçage et les débris organiques/inorganiques pour réduire la moisissure nivéale.

2. Tonte du gazon

Aires de gazon, classe 1

Les aires de gazon de classe 1 doivent avoir une hauteur uniforme variant entre 7 cm et 10 cm. Les plates-bandes, les allées et les zones pavées ou recouvertes de pierres concassées doivent être exempts de résidus de tonte. Le gazon doit être tondu et les bordures taillées en une seule opération. Ne pas utiliser de tondeuse ni de taille-bordure pour tondre le gazon à la base des arbres et des arbustes. Tailler le long des deux côtés des clôtures situées dans les aires où le gazon est coupé.

Les terrains de sports de classe 1 sont identifiés sur le plan d'entretien paysager. S'assurer que la tonte du gazon se fait dans des directions différentes à chaque tonte. Tailler le long des deux côtés de la clôture qui entoure le terrain de soccer #3 et la clôture au terrain de baseball.

Aires de gazon, classe 2

Les aires de gazon de classe 2 doivent avoir une hauteur uniforme variant entre 10 cm et 15 cm. Le gazon doit être tondu et les bordures taillées en une seule opération. Les résidus de tonte peuvent être laissés sur les zones tondues à condition d'être répartis de manière uniforme. Si le chef de la prévention des incendies détermine qu'il y a trop de résidus et que ceux-ci présentent un risque d'incendie, l'entrepreneur devra ratisser le terrain et éliminer ces résidus hors des lieux. Ne pas utiliser de tondeuse ni de taille-bordure pour tondre le gazon à la base des arbres et des arbustes.

Aires de gazon, classe 3

Les aires de gazon de classe 3 doivent avoir une hauteur uniforme variant entre 15 cm et 30 cm. Le gazon doit être tondu et les bordures taillées en une seule opération. Les résidus de tonte peuvent être laissés sur les zones tondues à condition d'être répartis de manière uniforme. Si le chef de la prévention des incendies détermine qu'il y a trop de résidus et que ceux-ci présentent un risque d'incendie, l'entrepreneur devra ratisser le terrain et éliminer ces résidus hors des lieux. Ne pas utiliser de tondeuse ni de taille-bordure pour tondre le gazon à la base des arbres et des arbustes.

Champ Breadner, classe 3

La première tonte de la saison pour le champ de classe 3 situé au sud du blvd Breadner sera complété en conjonction avec l'évènement de la journée familiale annuelle. Le gazon doit avoir une hauteur uniforme variant entre 7 cm et 10 cm pour cet évènement. L'entrepreneur sera avisé de la date prévue pour l'évènement au début de la saison et devra coordonner le temps de la première tonte avec le responsable technique. Le gazon doit être tondu et les bordures taillées en une seule opération. Les résidus de tonte peuvent être laissés sur les zones tondues à condition d'être répartis de manière uniforme. Si le chef de la prévention des incendies détermine qu'il y a trop de résidus et que ceux-ci présentent un risque d'incendie, l'entrepreneur devra ratisser le

terrain et éliminer ces résidus hors des lieux. Ne pas utiliser de tondeuse ni de taille-bordure pour tondre le gazon à la base des arbres et des arbustes. Après l'évènement, le gazon sera entretenu à une hauteur uniforme variant entre 15 cm et 30 cm.

3. Taille des bordures des surfaces gazonnées et des plates-bandes

Les bordures des surfaces gazonnées doivent être clairement délimitées avant le 30 juin pour préserver l'aménagement et veiller à ce que les plates-bandes, les allées et les bordures ne soient pas envahies par les herbes.

3.3 Plates-bandes

1. Massifs arbustifs et haies

Les massifs arbustifs et les haies doivent être exempts de mauvaises herbes visibles et être sarclés de façon à permettre à l'humidité et aux autres éléments nutritifs de pénétrer dans le sol. Dans les plates-bandes et les haies où il y a du paillis, l'entrepreneur doit fournir et installer le paillis. Il doit veiller à ce que l'épaisseur de paillis soit de quatre-vingts (80) mm. Seul le paillis d'écorce déchetée de cèdre blanc naturel approuvé par l'autorité technique peut être utilisé sur le site. Les massifs arbustifs et haies sont situés au 124, 128 et 132 McGill et aux édifices 337, 347, 376, 469, 471 et 475.

2. Bois mort des arbustes et haies

Il ne doit pas y avoir de branches mortes, malades ou brisées ni d'inflorescences mortes dans les arbustes ou les haies.

3. Émondage des arbustes

Émonder les arbustes feuillus une fois par année. Retirer jusqu'à 25 % des plus vieilles branches au niveau du sol pour forcer les nouvelles pousses. La taille aux cisailles est inacceptable. Conserver la forme naturelle des espèces. Émonder les haies, au besoin, pour qu'elles conservent leur forme.

4. Remplacement des arbustes et des plantes vivaces

Remplacer les arbustes et les vivaces qui sont jugés inacceptables par l'autorité technique en raison des travaux d'entretien effectués pendant la durée du présent contrat. Ils doivent être remplacés par des plantes de même espèce et de même taille que les plantes avoisinantes ou conformément aux directives écrites du responsable technique.

5. Sarclage des plates-bandes

Les plates-bandes doivent être sarclés pour enlever les mauvaises herbes et les débris. Un engrais doit être ajouté pour assurer une floraison et une vigueur optimales des plantes.

6. Entretien des plates-bandes

Les plates-bandes doivent être entretenues pour s'assurer que toutes les fleurs fanées et les mauvaises herbes sont enlevées. Les plantes mortes, endommagées, malades ou manquantes doivent être remplacées. S'assurer que le sol est suffisamment humide et friable. Diviser et replanter les plantes vivaces lorsque demandé par le responsable technique.

3.4 Arbres

1. Émondage des branches mortes, malades ou brisées

Une approbation écrite du responsable technique doit être reçue avant de procéder à tout travail d'émondage. Les arbres doivent être émondés pour enlever les drageons, les branches mortes, malades ou brisées et les branches qui se croisent ou qui se frottent. Les travaux d'émondage doivent être effectués à une hauteur maximale de quatre (4) mètres à moins qu'un arboriculteur certifié entreprenne le travail.

Tous travaux exigeant de travailler à une hauteur de plus de quatre (4) mètres devront être effectués par un arboriculteur certifié. Une commande subséquente sera émise pour tous les travaux devant être effectués à une hauteur de plus de quatre (4) mètres. Tous les travaux d'émondage réalisés par l'arboriculteur doivent respecter les *pratiques de travail sécuritaires de l'industrie de l'arboriculture*.

2. Arbres morts ou dangereux

Tous les arbres morts ou dangereux dont le diamètre à hauteur d'homme est de deux cents (200) mm ou moins, doivent être coupés au niveau du sol selon les directives écrites du responsable technique.

3. Dégagement sous les branches

Il doit y avoir un dégagement minimal sous les branches de quatre (4) m au-dessus des voies d'accès et de deux (2) m au-dessus des allées.

4. Paillis et pourtour des arbres

Fournir et installer du paillis pour maintenir les anneaux de paillis existants autour de la base des arbres à une épaisseur de huit (8) cm. Le paillis ne doit pas toucher au tronc. Enlever le gazon ou la végétation sur un diamètre de vingt (20) cm autour du tronc de tous les autres arbres. Seul le paillis d'écorce déchiquetée de cèdre blanc naturel approuvé par l'autorité technique peut être utilisé sur le site.

5. Conditions dangereuses

Signaler toute condition qui peut nuire à la santé des plantes ou à la sécurité du public.

6. Remplacements d'arbres

Remplacer tout arbre qui, selon l'autorité technique, a perdu sa valeur esthétique à la suite d'un mauvais entretien pendant la durée du présent contrat. À la demande du responsable technique, l'entrepreneur doit enlever l'arbre inacceptable et le remplacer par un arbre de même espèce et de même taille jusqu'à un maximum de quatre-vingt-dix (90) mm de diamètre, pour les arbres à feuilles caduques, ou de trois cents (300) cm de hauteur pour les conifères.

3.5 Arrosage

1. Arrosage des plates-bandes, des arbustes, des arbres et du gazon

Tous les végétaux existants doivent être arrosés au besoin pour assurer que les plantes reçoivent suffisamment d'humidité pour soutenir la valeur esthétique optimale et maintenir la vigueur tout au long de la saison de croissance.

3.6 Lutte antiparasitaire

1. Insectes et maladies

Surveiller tous les végétaux pour déceler la présence de parasites et de maladies. Aviser l'autorité technique de toute infestation. Utiliser des méthodes de lutte antiparasitaire intégrée comme des

pièges, des jets d'eau, l'enlèvement des parasites et l'émondage. Ne pas utiliser de produits chimiques contrôlés à moins d'avoir obtenu l'approbation écrite du responsable technique. Noter l'état des plantes, les parasites identifiés et les mesures prises pour lutter contre les parasites et les maladies.

3.7 Préparation pour l'hiver

Aviser l'autorité technique de la date à laquelle les travaux sont prévus afin qu'une inspection puisse être menée pour vérifier si les tâches ont été accomplies.

1. Plates-bandes

Les plates-bandes doivent être préparées en vue de l'hiver en taillant les vivaces ainsi qu'en désherbant et en ratissant le sol.

2. Enlèvement des feuilles au sol

Les feuilles au sol doivent être déchiquetées ou ramassées et retirées du site lorsque l'accumulation recouvre plus de 40 % de la surface par mètre carré. Toutes les feuilles déchiquetées doivent être réparties de manière uniforme pour éviter des dommages sur le gazon. Si l'autorité technique détermine que la quantité de feuilles déchiquetées est excessive, l'entrepreneur devra ramasser toutes les feuilles déchiquetées et le retirer du site.

SECTION 4 : TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

L'entrepreneur fournira la main-d'œuvre, les matériaux et le matériel requis pour les travaux supplémentaires qui sont à effectuer au fur et à mesure des besoins; dans ces cas, il faut facturer les heures réelles d'utilisation du matériel avec l'opérateur ainsi que les matériaux utilisés.

Les estimations ou les modifications des estimations visant les travaux supplémentaires seront fournies par l'entrepreneur au responsable technique, d'après le format fourni à titre d'exemple, dans les deux (2) jours ouvrables suivants. Une commande subséquente doit être obtenue du responsable technique avant d'effectuer des travaux supplémentaires.

Tous les matériaux ou le temps de travail supplémentaires doivent être approuvés par l'autorité technique. La commande subséquente sera ensuite modifiée afin de comprendre les matériaux et le temps de travail supplémentaires.

Aviser l'autorité technique une fois que les travaux sont achevés afin qu'une inspection puisse être menée pour vérifier si les tâches ont été réalisées, conformément à l'énoncé des travaux de la commande subséquente.

1. Irrigation – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de procéder au démarrage, au printemps, et à la fermeture, en hiver, des systèmes d'irrigation sur le site. Les travaux supplémentaires d'irrigation peuvent inclure la fourniture de pièces et de main-d'œuvre pour la réparation des systèmes d'irrigation défectueux.

2. Végétaux – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir et d'installer des arbres, des arbustes, des vivaces et des plantes annuelles, y compris des plantes tropicales. Ces plantes peuvent remplacer des plantes

mortes ou manquantes dans les plates-bandes, les jardinières ou les toits verts existants.

L'entretien des plates-bandes, des arbres, des jardinières ou des toits verts nouvellement ajoutés au site fera l'objet d'une modification au contrat, au besoin.

Les arbres et les arbustes doivent être garantis un an. Si un arbre ou un arbuste doit être remplacé conformément à la garantie, la garantie d'un an recommencera lorsque l'arbre ou l'arbuste de remplacement sera planté.

Les travaux supplémentaires visant les arbres peuvent inclure la création d'une cuvette autour d'un arbre pour une année et la pose de piquets, de haubans et de corsets pour protéger les arbres contre les rongeurs. Après la première année, la cuvette, les piquets et les haubans doivent être enlevés et du paillis doit être placé autour de l'arbre.

Des travaux supplémentaires pourraient être requis pour l'amendement du sol ou du milieu de culture ou l'ajout de sols ou de milieux de culture. L'arrosage des nouvelles plantes jusqu'à leur établissement est un supplément. Sur demande, des travaux supplémentaires pourraient devoir être réalisés pour la fertilisation des végétaux. La fourniture et l'installation de paillis dans les jardinières, nouvelles ou existantes, qui ne figurent pas dans l'Énoncé des travaux, seront considérées comme un supplément. Des travaux supplémentaires pour le désherbage pourraient devoir être exécutés.

3. Pierres emboîtables, dalles de patio, pierres perméables et muret de pierres – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de soulever et de replacer des pierres emboîtables ou des dalles de patio. Ces travaux englobent la fixation de la base pour assurer la création d'une base compacte de 12 po et d'une bordure de séparation, ainsi que le remplacement des pierres emboîtables et des dalles de patio fissurées. L'entrepreneur doit veiller à ce qu'il n'y ait aucune accumulation d'eau à la surface et que l'eau s'écoule loin des bâtiments.

On peut demander à l'entrepreneur de remplacer des dalles de patio ou des pierres emboîtables fissurées dans les allées, les entrées et les patios existants. Cela ne s'applique pas aux pierres et aux dalles endommagées à la suite des activités d'entretien du site de l'entrepreneur.

4. Granulats, terre végétale et paillis – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir et d'installer du gravier, de la roche de rivière, de la poussière de pierre, du sable, de la terre végétale, des milieux de culture ou du paillis.

5. Travaux de réparation à la route ou au stationnement – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur d'exécuter des travaux de réparation aux routes et aux stationnements, notamment la réparation de l'asphalte par rapiéçage à froid, l'ajout de gravier et le nivellement.

6. Arbres, buissons et arbustes – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur d'enlever les arbres morts ou malades, de broyer les souches, de couper du bois, d'enlever les broussailles et les arbres qui empiètent sur les routes et les trottoirs, d'élaguer les arbres, d'enlever les piquets d'arbres, de placer du paillis autour d'un arbre ou du paillis sous un groupe d'arbres et d'arbustes, et de fertiliser les arbres et les arbustes.

7. Pelouses – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur d'exécuter des travaux pour l'aération, le terreautage, l'ensemencement et la fertilisation des pelouses. L'entrepreneur pourrait devoir fournir et placer des mottes de gazon et des couvertures végétales ou réparer les pelouses endommagées. Ces travaux englobent la préparation adéquate de la zone de travail comme le nivellement et l'ajout de terre végétale, l'arrosage et la fertilisation. Ces travaux seront sous garantie jusqu'à leur acceptation par le responsable technique, après deux tontes.

L'entrepreneur pourrait devoir exécuter d'autres travaux de tonte, de taillage de bordure et de fauchage.

8. Terrains de sport et terrains de jeux – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de peindre des lignes sur des terrains de soccer et de baseball, de procéder au hersage des pistes de sport et de passer le motoculteur dans les terrains de jeux et de volley-ball.

9. Fourniture et installation de matériaux – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir et d'installer des articles comme des poubelles, des boîtes à mégots, des cendriers, des jardinières, des corsets d'arbre, des clôtures, des bordures, des barrières en béton, des boîtes pour l'entreposage du sel et des dos d'âne (l'installation peut être temporaire).

10. Désherbage – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de pulvériser les mauvaises herbes comme l'herbe à puce ou le sumac vénéneux.

11. Lutte antiparasitaire – travaux supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir des services supplémentaires de lutte antiparasitaire comme mettre des poils de chien dans les terriers de marmottes, remplir les terriers de marmottes et enlever des oiseaux morts.

12. Services supplémentaires

On peut demander à l'entrepreneur de fournir des services supplémentaires comme le déneigement, le déplacement des jardinières, des boîtes d'entreposage pour le sel, des clôtures et des poubelles, la peinture ou la réparation des bancs et des poubelles, le balayage, le lavage sous pression, l'arrosage, le ramassage et l'enlèvement des ordures autres que les déchets ordinaires.

Annexe B – Soumission financ  re – base de prix

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financ  re conformément aux barèmes de prix ci-dessous.

Le besoin suivant DOIT être strictement respecté. Dans le cas contraire, la proposition du soumissionnaire sera jugée non recevable et le dossier de ce dernier ne sera pas pris en considération.

Il est **OBLIGATOIRE** que les soumissionnaires présentent des prix ou tarifs fermes, y compris la TPS/TVH pour l'année 1 et chaque année d'option du contrat, pour tous les articles énumérés ci-après (**barèmes de prix 1 et 2**).

L'évaluation sera fondée sur le prix de la soumission recevable le plus bas, une combinaison de la soumission présentant le prix global le plus bas : 80 % de la note portera sur les prix fermes (**barème de prix 1**) et 20 % sur la portion « sur demande » (**barème de prix 2**).

Section II : Soumission financ  re

Barème de prix 1 :

1.1 Entretien paysager

Fournir des taux fermes tout compris incluant la main-d'œuvre, la supervision, le matériel, l'équipement, le transport, les coûts indirects, la marge bénéficiaire et tous les coûts connexes (TVH en sus) pour l'entretien paysager conformément à l'énoncé des travaux joint à l'annexe A et au Plan du site joint à l'Annexe E.

1.1 1re ANNÉE – 1 MAI, 2020 au 31 OCTOBRE, 2020 Emplacement : BFC Uplands arr�� par plan du site Annexe E	
Période	Prix mensuel ferme
Mai	\$
Juin	\$
Juillet	\$
Août	\$
Septembre	\$
Octobre	\$
1.1 Total 1re ANNÉE	\$

1.2 1 ^{re} ANNÉE D'OPTION – 1 MAI, 20_21au 31 OCTOBRE, 2021 Emplacement : BFC Uplands arr�� par plan du site Annexe E	
Période	Prix mensuel ferme
Mai	\$
Juin	\$
Juillet	\$
Août	\$
Septembre	\$
Octobre	\$
1.2 Total 1^{re} ANNÉE D'OPTION	\$

1.3 2 ^e ANNÉE D'OPTION – 1 MAI, 2022 au 31 OCTOBRE, 2022 Emplacement : BFC Uplands arr�� par plan du site Annexe E	
Période	Prix mensuel ferme
Mai	\$
Juin	\$
Juillet	\$
Août	\$
Septembre	\$
Octobre	\$
1.3 Total 2^e ANNÉE D'OPTION	\$

1.4 3 ^e ANNÉE D'OPTION – 1 MAI, 2023 au 31 OCTOBRE, 2023 Emplacement : BFC Uplands arr�� par plan du site Annexe E	
Période	Prix mensuel ferme
Mai	\$
Juin	\$
Juillet	\$
Août	\$
Septembre	\$
Octobre	\$
1.4 Total 3^e ANNÉE D'OPTION	\$

Paysage seulement - Annexe B – Soumission financée DDP EJ196-200855/A

1.5 4 ^e ANNÉE D'OPTION – 1 MAI, 2024 au 31 OCTOBRE, 2024 Emplacement : BFC Uplands arr�� par plan du site Annexe E	
Période	Prix mensuel ferme
Mai	\$
Juin	\$
Juillet	\$
Août	\$
Septembre	\$
Octobre	\$
1.5 Total 4^e ANNÉE D'OPTION	\$

Tous les emplacements, tous les ans - TOTAL GÉNÉRAL pour le Barème de prix 1 (1.1-1.5) :

_____ \$

Barème de prix 2 : Travail supplémentaire

L'entrepreneur doit fournir des services pour les travaux supplémentaires, selon les besoins seulement, qui seront facturés selon les heures réelles d'utilisation de l'équipement avec un opérateur ou un travailleur avec outils, conformément à l'énoncé des travaux joint à l'Annexe A.

*Le « nombre estimatif d'heures » par année et le prix ne sont établis qu'à des fins d'évaluation.

Pour obtenir le prix calculé, on multiplie le taux horaire pour l'équipement et l'opérateur par le nombre estimatif d'heures par année (Exemple : heures, année 1, taux horaire de 5 \$ x 10 heures estimatives = 50 \$.)

Taux fermes tout compris, incluant la main-d'œuvre, la supervision, l'équipement, le transport, les coûts indirects, la marge bénéficiaire et tous les coûts connexes (TVH/TPS en sus). Il faut obtenir une autorisation écrite du responsable technique avant d'exécuter des travaux supplémentaires.

Voici notre taux ferme pour l'équipement et l'opérateur :

2.1 (1) Une chargeuse frontale à 4 roues motrices munie d'une benne de chargement d'au moins 3,08 m³ (4 verges³) et un opérateur.

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (1) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (2) Un camion à benne basculante muni d'   une benne de déchargement d'au moins 11,46 m³ (15 verges³) avec un opérateur.

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (2) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (3) Un camion d'eau et un opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (3) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (4) Une pelle rétrocaveuse munie d'un godet de 1 m³ (1,31 verge³) et un opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (4) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (5) Une camion 4x4 et un opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
Équipement et opérateur	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (5) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (6) Un chargeur à direction à glissement et un opérateur (y compris entre autres, un godet, un motoculteur, balais)

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
Équipement et opérateur	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (6) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (7) Un tracteur/camion avec attachements et un opérateur (y compris entre autres, une débroussailleuse, une débroussailleuse rotative, un motoculteur, une déchiqueteuse à bois)

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
Équipement et opérateur	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (7) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (8) Un rouleau à gazon de 48 po à deux tambours et un opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
�quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé : _____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (8) SOUS-TOTAL :					\$ _____

2.1 (9) Balai mécanique/aspirateur autonome et opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
�quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé : _____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (9) SOUS-TOTAL :					\$ _____

2.1 (10) Broyeur de souche robuste de qualité professionnelle et opérateur (capable de broyer des arbres de jusqu'à 48 po de diamètre)

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
�quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé : _____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (10) SOUS-TOTAL :					\$ _____

2.1 (11) Mini-excavatrice (Kubota KX-41 ou équivalent) et opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (11) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (12) Camion à flèche et opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (12) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (13) Camion tandem muni d'un appareil élévateur à crochet et opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (13) SOUS-TOTAL :					_____ \$

Paysage seulement - Annexe B – Soumission financ  re DDP EJ196-200855/A

2.1 (14) Arboriste avec équipage et équipement

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
Arboriste avec équipage et équipement	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (14) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (15) une souffleuse à neige avec opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
��quipement et opérateur	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (15) SOUS-TOTAL :					_____ \$

2.1 (16) une niveleuse avec opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
��quipement et opérateur	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr	_____ \$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.1 (16) SOUS-TOTAL :					_____ \$

Paysage seulement - Annexe B – Soumission financ  re DDP EJ196-200855/A

2.1 (17) un grue de 35 tonnes avec opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	\$	\$	\$	\$	\$
2.1 (17) SOUS-TOTAL :					\$

2.1 (18) bulldozer avec opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	\$	\$	\$	\$	\$
2.1 (18) SOUS-TOTAL :					\$

2.1 (19)   l  vateur à ciseaux avec portée de levage de 40 pieds avec opérateur

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
��quipement et opérateur	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr	\$ /hr
*Heures estimatives	5	5	5	5	5
**Prix calculé :	\$	\$	\$	\$	\$
2.1 (18) SOUS-TOTAL :					\$

Tous les emplacements, tous les ans –

TOTAL GÉNÉRAL pour le barème de prix 2.1 (1-18): _____ \$

EN CAS D'ERREUR DANS LE CALCUL DES PRIX, LE TAUX HORAIRE PRÉVAUDRA. LE CANADA PEUT CONCLURE UN CONTRAT SANS NÉGOCIATION.

2.2 Main-d'œuvre : Taux horaire ferme pour chaque travailleur qualifié avec outils manuels / électriques (y compris les tronçonneuses, coupe-bordures, les pelles, etc.) pour les services d'aménagement paysager. Ce taux comprendra une supervision adéquate.

*Le nombre estimatif d'heures par année et le prix ne sont établis qu'à des fins d'évaluation.

**Pour obtenir le prix calculé, on multiplie le taux horaire de l'ouvrier avec les outils à main par le nombre estimatif d'heures par année (par exemple : heures, année 1, taux horaire de 5 \$ x nombre estimatif de 10 heures = 50 \$)

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
2.2(i) Heures normales, de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
*Heures estimatives	50	50	50	50	50
**Prix calculé :	\$	\$	\$	\$	\$
2.2 (i) SOUS-TOTAL :					_____ \$

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
2.2 (ii) En-dehors des heures normales Samedi, dimanche et jours fériés	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h	_____ \$/h
*Heures estimatives	10	10	10	10	10
**Prix calculé :	\$	\$	\$	\$	\$
2.2 (ii) SOUS-TOTAL					_____ \$

Tous les emplacements, tous les ans –
TOTAL GÉNÉRAL pour le barème de prix 2.2 (i-ii): _____ \$

EN CAS D'ERREUR DANS LE CALCUL DES PRIX, LE TAUX HORAIRE PRÉVAUDRA. LE CANADA PEUT CONCLURE UN CONTRAT SANS NÉGOCIATION.

2.3 MATÉRIAUX : Les matériaux sont facturés au prix livré plus la majoration suivante :

EMPLACEMENT : TOUS LES SITES					
	ANNÉE 1 2020/2021 TAUX	ANNÉE D'OPTION 1 2021/2022 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2022/2023 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2023/2024 TAUX	ANNÉE D'OPTION 2 2024/2025 TAUX
Majoration	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %	_____ %
*Dépenses estimatives	5,000.00\$	5,000.00\$	5,000.00\$	5,000.00\$	5,000.00\$
**Prix calculé :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.3 SOUS-TOTAL :					_____ \$

**Tous les emplacements, tous les ans –
TOTAL GÉNÉRAL pour le barème de prix 2.3: _____ \$**

EN CAS D'ERREUR DANS LE CALCUL DES PRIX, LE POURCENTAGE PRÉVAUDRA. LE CANADA PEUT CONCLURE UN CONTRAT SANS NÉGOCIATION.

**Tous les emplacements, tous les ans –
TOTAL GÉNÉRAL DU BARÈME DE PRIX 2. (2.1 + 2.2 + 2.3) : _____ \$**

Aux fins d'évaluation

** Pour établir le prix calculé des matériaux, il faut additionner la majoration indiquée et les dépenses totales estimatives (Par exemple : 1re année, dépenses estimatives de 500 \$; majoration indiquée de 10 % = 500 \$ + (500 \$ x 10 % = 550 \$)

Les pièces seront fournies FAB destination, y compris tous les frais de livraison. Les définitions suivantes ont été utilisées pour établir les chiffres figurant dans ce document :

i) MAJORATION - S'entend de la différence entre le prix de revient de l'entrepreneur pour le produit et le prix de revente au Canada. La majoration comprend l'affectation des coûts internes applicables par l'entrepreneur comme la manipulation du matériel et les dépenses générales et administratives (G et A), plus les profits.

ii) Le PRIX DE REVIENT - S'entend des coûts engagés par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné à revendre au Canada. Le prix de revient comprend notamment le prix de la facture du fournisseur (moins les rabais commerciaux), majoré des frais applicables pour le transport à destination, le taux de change, les droits de douane et les frais de courtage.
GC 227 « Commande subséquente à un contrat ».

AUTORISATION D'EFFECTUER LA LIVRAISON :

Le destinataire doit demander la livraison des produits/services indiqués aux barèmes de prix 2 sur le formulaire GC 227 « Commande subséquente à un contrat ».

Les utilisateurs désignés établiront des demandes de livraison de biens et de services en se servant du formulaire PWGSC-TPSG GC 227 « Commande subséquente à un contrat », ou par d'autres méthodes telles que le téléphone, mais il est nécessaire d'envoyer une confirmation écrite sur le formulaire PWGSC-TPSG GC 227 ou d'autres moyens incluant au minimum une description des travaux, les barèmes de prix et la quantité, la période de prestation des services, le numéro du contrat, et le nom et le numéro de téléphone de la personne autorisée.

Somme des barèmes de prix

Barème de prix 1 : **GRAND TOTAL** _____ \$ =

(A) Prix total ferme _____ \$

Barème de prix 3 : **GRAND TOTAL** _____ \$ =

(B) Total du prix « sur demande » _____ \$

PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (A+B) _____ \$



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat EJ196-20-0855
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction RPS - MOA
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Summer grounds maintenance services for CFB Uplands.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat EJ196-20-0855
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC Information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? No / Non Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:
Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? No / Non Yes / Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? No / Non Yes / Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? No / Non Yes / Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? No / Non Yes / Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? No / Non Yes / Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat EJ196-20-0855
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category / Catégorie	PROTECTED / PROTÉGÉ			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC						
	A	B	C	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED / PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET	
											A	B	C				
Information / Assos / Renseignements / Biens / Production																	
IT Media / Support TI																	
IT Link / Lien électronique																	

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Annexe E (E) Plan du site
EJ196-200855/A



100% Property Services
100% Services
Professional Technical Services Sector
Directeur des services techniques
Sector des services professionnels et techniques

100% Services
Spatial Information Management
Direction Géomatique
Gestion de l'information spatiale

LEGEND / NOTES - LÉGENDE / NOTES

- CLASS 1 GRASS CUTTING / COUPE DE GAZON DE LA CLASSE 1 (229,932 m²)
- CLASS 1 GRASS AS AND WHEN GAZON DE LA CLASSE 1 BESONS (54,014 m²)
- CLASS 2 GRASS CUTTING / COUPE DE GAZON DE LA CLASSE 2 (147,969 m²)
- CLASS 3 GRASS CUTTING / COUPE DE GAZON DE LA CLASSE 3 (15-30 cm) (174,249 m²)
- TERRAIN DE SPORT AU FUR ET A MESURE DES BESONS (18,202 m²)
- ARMO DEPOT AREA CLASS 1 ON TOP OF THE BUNKER INSIDE THE COMPOUND EVEN
- DEPOT DE MANUTENS - CLASSE 1 (TOUT LE GAZON A DOIT ETRE COUPE INCLINANT LE GAZON SUR LES TOITURES) (23,861 m²)
- SHRUB BED AREAS / ARBUSTIFES (1,895 m²)
- PLAYGROUND AREAS / ARES DE JEUX (3,206 m²)

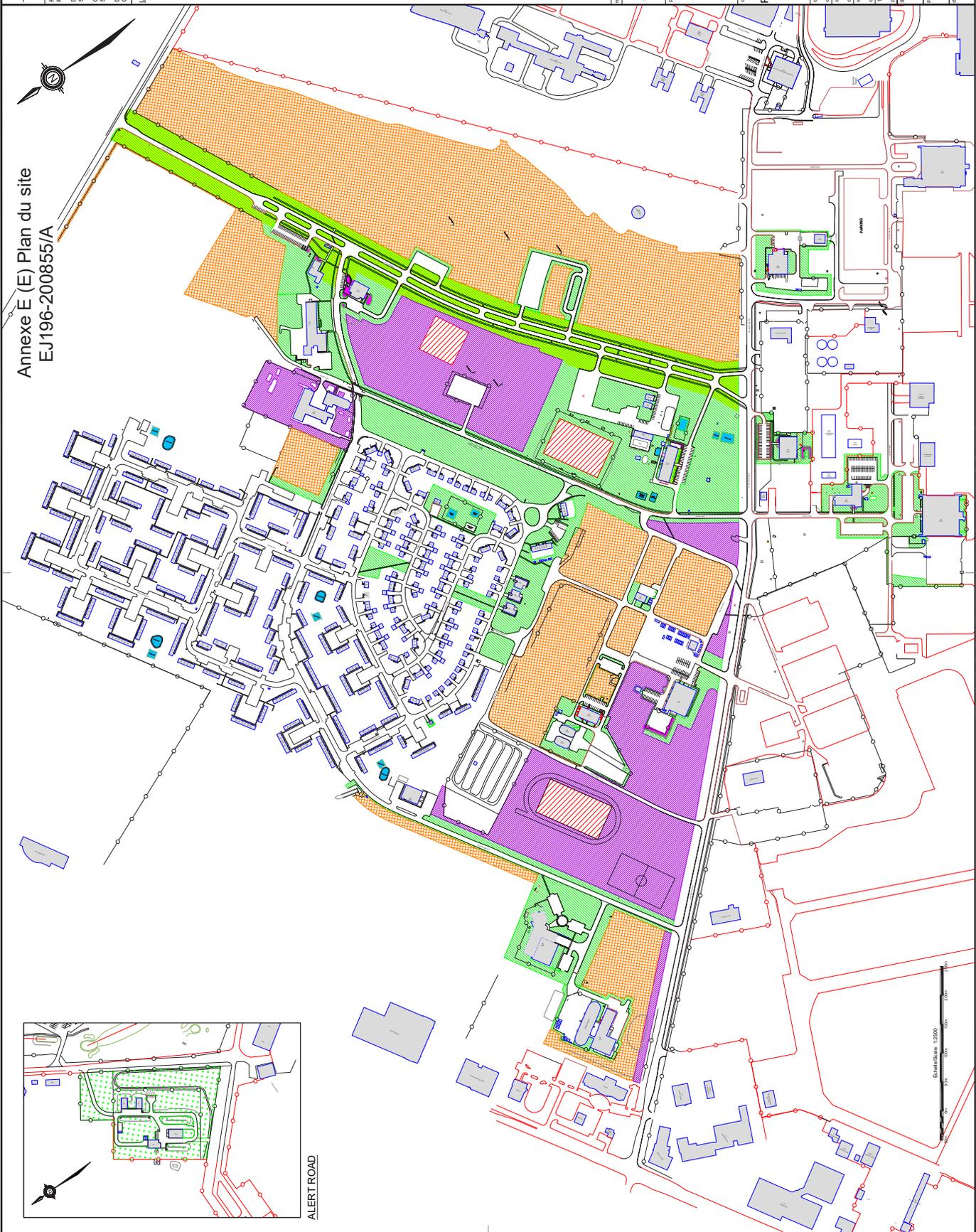
Contractor to verify all dimensions & conditions on site and immediately notify the engineer of all discrepancies.

REVISION	DESCRIPTION	DATE
A	As Issued	
B	As Modified	
C	As Revised	
D	As Final	

PROJECT: CFB Uplands
CLIENT: OTTAWA, ONTARIO
PROJECT: SUMMER MAINTENANCE PLAN / PLAN D'ENTRETIEN PAYSAGER

DESIGNED	DATE	BY	DATE	BY	DATE
J. De Caris	07/27/2008	J. De Caris	08/04/08	J. De Caris	07/27/2008
REVIEWED	DATE	BY	DATE	BY	DATE
M. Chisum	07/27/2008	M. Chisum	08/04/08	M. Chisum	07/27/2008
PROJECT MANAGER	ADMITTED TO PRACTICE	PROJECT NO.	NO. OF SHEETS		
M. Chisum	08/04/08	EJ196-20-0855	15		

PROJECT NO. L-JUG-9301-15-101B



SCALE BY 1:500 (2007)

Annexe F – Système d'enregistrement des pesticides

EJ196-200855/A

INFORMATION SUR L'AI/LE GI

Soumis par (prénom et nom de famille) _____

Numéro de contrat (commande de travaux) _____

Date de la plus récente évaluation de l'Entrepreneur _____

Raison de l'application:

Cosmétique:

Fonctionnelle:

INFORMATION SUR LE DÉTENTEUR DE LICENCE

Nom de l'entreprise

Province

Classe de licence

Numéro de licence

Date d'expiration

Essai d'ajustement par le PPR

Date d'expiration du PPR

APPLICATION INFORMATION

Date de l'application

Numéro d'enregistrement du PLA

Quantité de produit utilisée

Taux d'application

Parasite ciblé

Sites d'application

Description des sites d'application (intérieur, extérieur, pelouse, le long de clôtures, etc.)

Objectif

Superficie/unité d'application – [SPÉCIFIER L'UNITÉ À INCLURE (m³, ha, m², PULVÉRISATION PONCTUELLE, ETC.)]

Superviseur/inspecteur

Méthode d'application– VOIR TABLEAU 2

Température (°C)

Vitesse du vent (km/h)

Direction du vent

Conditions météo générales

Circonstances inhabituelles

Humidité relative (%)

Lieu d'entreposage des pesticides

Rapports

Annexe G EJ196-200855/A

Formulaire d'exemple de soumission dans la catégorie " Travaux supplémentaires"

Numéro de contrat :

Date :

Lieu de travail :

Description des travaux

	Heures estimatives	Taux horaire	Total	
Services :				
Main d'oeuvre	2	30	60	
Rétrocaveuse	2	95	190	
				250
				13 % HST sur les Services
				\$32.50
				Total Services
				\$282.50
Matériaux :				
3 spirées "Goldflame" en pots de trois gallons	3	10	30	
5 verges cubes de terre végétale	5	16	80	
Paillis	4	45	180	
				Total partiel
				\$290.00
				10 % de majoration sur les Matériaux
				\$29.00
				Total partiel
				\$319.00
				13% HST sur les Matériaux et de majoration:
				\$41.47
				Total Matériaux
				\$360.47
				Total Services et Matériaux
				\$642.97



Hazard Assessment Évaluation des dangers

Performed By - Effectué par Michelle Chiasson		Date (Y-A-MM-D-J) 2019-07-10	Project No. - N° de projet EJ196-20-0855	
Project Description - Description de projet Landscape maintenance contract for CFB Uplands				
Project Manager - Gestionnaire de projet Michelle Chiasson				
Hazard Danger	Yes Oui	No Non	N/A S.O.	Specific Safety Measures Mesures de sécurité précises
Lifting Hazard (Material Handling) Danger lié au levage d'objets (Manutention)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Manually, using the appropriate lifting procedure; do not lift excessive loads; Manuellement en utilisant la procédure de levage appropriée, ne pas soulever de charges excessives; <input type="checkbox"/> If the load is too heavy, seek assistance from another worker; Si la charge est trop lourde, obtenir l'aide d'un autre travailleur; <input type="checkbox"/> Use the appropriate lifting equipment/devices; Utiliser un équipement/appareil de levage approprié; <input type="checkbox"/> Lifting certification if the load is greater than 5 tonnes; Attestation de levage si la charge est supérieure à 5 tonnes; <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Hoarding Danger lié à la palissade de chantier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> The hoarding must rest on a solid base, and must be high enough to limit access to workers only; La palissade doit reposer sur base solide et suffisamment élevée pour limiter l'accès aux travailleurs seulement; <input type="checkbox"/> Do not place heavy materials on the hoarding; Ne pas appuyer de matériel lourd sur la palissade; <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Environment Hazard (Asbestos/Lead/Mold) Danger lié à l'environnement (amiante/plomb/moisissure)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Report on designated substances submitted to the contractor; Rapport sur les substances désignées remis à l'entrepreneur; <input type="checkbox"/> Material safety data sheets accessible to workers - preventive measures in place; Fiches signalétiques accessibles aux travailleurs - mesures préventives en place; <input type="checkbox"/> Control contaminant concentration in the ambient air; Contrôle de la concentration des contaminants dans l'air ambiant; <input type="checkbox"/> PPE: <input type="checkbox"/> Respirator <input type="checkbox"/> Goggles <input type="checkbox"/> Visor EPI: <input type="checkbox"/> Respirateur <input type="checkbox"/> Lunettes <input type="checkbox"/> Visière <input type="checkbox"/> Gloves <input type="checkbox"/> Coveralls <input type="checkbox"/> Boots Gants <input type="checkbox"/> Combinaison <input type="checkbox"/> Bottes <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Dust Danger lié à la poussière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Reduce dust generated on the work site (tools, appropriate equipment, wet process, other ...) Réduire la poussière générée dans le lieu de travail (outils, équipement approprié, procédé humide, autre ...) <input type="checkbox"/> Vacuum dust at the source/increase ventilation; Aspiration poussières à la source/augmenter la ventilation; <input type="checkbox"/> PPE: <input type="checkbox"/> Respirator <input type="checkbox"/> Airtight Goggles <input type="checkbox"/> Visor EPI: <input type="checkbox"/> Respirateur <input type="checkbox"/> Lunettes étanches <input type="checkbox"/> Visière <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Confined Space Espace clos	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Mandatory: Assess hazards of the confined space prior to entry. Obligatoire : Évaluation des risques de l'espace clos avant l'entrée. <input type="checkbox"/> Evaluate air quality prior to entry; Évaluation de la qualité de l'air avant l'entrée; <input type="checkbox"/> Entry permit if the confined space is high risk; Permis d'entrée si espace clos à risques élevés; <input type="checkbox"/> "Confined space entry" training certification; Attestation de formation « Entrée en espace clos »; <input type="checkbox"/> Other: <input type="checkbox"/> Lockout <input type="checkbox"/> Hot work permit Autre : <input type="checkbox"/> Cadenassage <input type="checkbox"/> Permis travail à chaud

Hazard Danger	Yes Oui	No Non	N/A S.O.	Specific Safety Measures Mesures de sécurité précises
Electrical Danger lié à l'électricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">NOTE: No live electrical work. NOTE : Aucun travail électrique sous tension.</div> <input checked="" type="checkbox"/> Mandatory: Work performed by an electrician or qualified person. Obligatoire : Travail fait par un électricien ou une personne qualifiée. <input type="checkbox"/> Lockout sheet prepared/validated for all electrical work + Fiche de cadenassage rédigée/validée pour tout travail électrique + <input type="checkbox"/> PWGSC form 13 to inform PFM; Formulaire TPSGC 13 pour informer le PFM; <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Fall Hazards Danger de chute	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Roof work: protected area (guardrails, barriers/red tape) at +6 ft from the edge of the roof; OTHERWISE, safety harnesses are required; Travaux sur toit : zone protégée (garde-corps, barricade/ruban rouge) à +6 pi du bord du toit; SINON Harnais de sécurité : <input type="checkbox"/> Safety harness: work at heights of more than 10 ft and on any lifting device; Harnais de sécurité : travaux en hauteur à plus de 10 pi du sol dans tout appareil de levage; <input type="checkbox"/> Ladders, work platforms, scaffolding used safely; Échelle, plateforme de travail, échaffaudage utilisés sécuritairement; <input type="checkbox"/> "Working at Heights" training certification; Attestation de formation « Travail en hauteur »; <input checked="" type="checkbox"/> Other: Autre : slip&fall hazard /cutting berms at Ammo Depot
Chemical Hazards Danger chimique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Material safety data sheets accessible to workers - preventive measures in place; Fiches signalétiques accessibles aux travailleurs - mesures préventives en place; <input checked="" type="checkbox"/> WHMIS training certification; Attestation de formation « SIMDUT »; <input checked="" type="checkbox"/> PPE; <input type="checkbox"/> Respirator <input type="checkbox"/> Goggles <input type="checkbox"/> Visor EPI; <input type="checkbox"/> Respirateur <input type="checkbox"/> Lunettes <input type="checkbox"/> Visière <input type="checkbox"/> Gloves <input type="checkbox"/> Coveralls <input type="checkbox"/> Boots <input type="checkbox"/> Gants <input type="checkbox"/> Combinaison <input type="checkbox"/> Bottes <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Shoring Protection Danger lié à l'étalement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Setup/teardown of shoring in accordance with specifications; Montage/démontage des étalements en respectant les devis; <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Explosion Hazard Danger d'explosion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> "Handling/use of explosives" certification; Attestation « Manutention/utilisation d'explosifs »; <input type="checkbox"/> Hot work permit; Permis de travail à chaud; <input type="checkbox"/> Control ventilation, quantity of product used; Contrôler la ventilation, la quantité de produit utilisée; <input type="checkbox"/> Material safety data sheets accessible to workers - preventive measures in place; Fiches signalétiques accessibles aux travailleurs - mesures préventives en place; <input type="checkbox"/> Other: Autre :
Traffic Hazard Danger lié à la circulation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Traffic plan + flagger; Plan de circulation + signaleur; <input type="checkbox"/> Signs/barriers/pedestrian crossings identified; Enseignes/barrières/traverse de piétons identifiées; <input checked="" type="checkbox"/> Other: Autre : Be mindful of traffic and pedestrians on site.
Trenching Tranchée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Review applicable regulatory depths requirements and where required, notify the authorities having jurisdiction (i.e. Ontario: depth > 1.2 m = MOL Notification required) Réviser les règlements applicable concernant la profondeur et lorsque requis, aviser les autorités compétents (ex: en Ontario profondeur plus de 1.2 m = aviser le ministère de travail) <input type="checkbox"/> If depth + 1.2 m = 45-degree slope on each side OR caisson Si profondeur + 1.2 m = pente de 45 degrés chaque côté OU caisson <input type="checkbox"/> Other: Autre :

Hazard Danger	Yes Oui	No Non	N/A S.O.	Specific Safety Measures Mesures de sécurité précises
Others (Specify) Autres (préciser)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Mandatory: Corrective measures must comply with provincial AND federal regulations for workplace health and safety Obligatoire : Les mesures correctives doivent respecter la réglementation provinciale ET fédérale en matière de santé et sécurité du travail</p> <p><input type="checkbox"/> Other: Autre :</p>

Tasks Tâches	Specific Safety Measures Mesures de sécurité précises
Swing Stage Echaffaudage volant	<p><input type="checkbox"/> Annual: Visual inspection of anchor points by an engineer Annuellement : Inspection visuelle des points d'ancrage par un ingénieur</p> <p><input type="checkbox"/> 5 years: Pull test on adhesive anchors 5 ans : Pull test sur ancrages adhésifs</p> <p><input type="checkbox"/> Prior to use, equipment inspection by a competent worker Avant utilisation, inspection de l'équipement par un travailleur compétent</p> <p><input type="checkbox"/> "Swing stage" training certification Attestation formation pour « échaffaudage volant »</p> <p><input type="checkbox"/> Mandatory PPE: safety harness + bungee + independant cable EPI obligatoire : harnais de sécurité + bungee + câble indépendant</p> <p><input type="checkbox"/> Appropriate design, construction and use Conception, construction et utilisation adéquates</p> <p>Appropriate maintenance of equipment, materials and protective devices http://www.labour.gov.on.ca/english/hs/pubs/alerts/c22.php</p> <p><input type="checkbox"/> Entretien adéquat de l'équipement, des matériaux et des appareils de protection http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/pubs/alerts/c22.php</p>
Elevating work platform (Basket, Scissor Lift) Plate-forme de travail élévatrice (nacelle, élévateur ciseaux)	<p><input type="checkbox"/> Inspection report completed prior to use Rapport d'inspection complété avant utilisation</p> <p><input type="checkbox"/> Operator certification card Carte d'attestation de l'opérateur</p> <p><input type="checkbox"/> Restricted area: yellow or red tape/barrier/barricade Zone Délimitée : ruban jaune ou rouge/barrière/barricade</p> <p><input type="checkbox"/> Supervisor to monitor the area Surveillant pour contrôler la zone</p> <p><input type="checkbox"/> Building access during lifting = Pedestrian protection via scaffolding Accès à l'édifice lors de la levée = Protection piétons par un échaffaudage</p> <p><input type="checkbox"/> Other: Autre :</p>
Lifting a Worker with a Crane Levage d'un travailleur avec une grue	<p><input type="checkbox"/> Crane capacity OK Capacité de la grue OK</p> <p><input type="checkbox"/> Cage for lifting workers compliant and certified Cage pour lever les travailleurs conforme et certifiée</p> <p><input type="checkbox"/> Operator certification card Carte d'attestation de l'opérateur</p> <p><input type="checkbox"/> Lift plan signed by engineer and submitted to PWGSC Plan de levage signé par un ingénieur et remis à TPSGC</p> <p><input type="checkbox"/> Restricted area: yellow or red tape/barrier/barricade Zone délimitée : ruban jaune ou rouge/barrière/barricade</p> <p><input type="checkbox"/> Supervisor to monitor area Surveillant pour contrôler la zone</p> <p><input type="checkbox"/> Other: Autre :</p>

Tasks Tâches	Specific Safety Measures Mesures de sécurité précises
Lifting Materials Levage de matériel	<input type="checkbox"/> Ensure crane capacity is sufficient Capacité de la grue OK <input type="checkbox"/> Operator certification card Carte d'attestation de l'opérateur <input type="checkbox"/> If load is greater than 5 tons, lift plan must be signed by engineer and submitted to PWGSC Si la charge est plus de 5 tonnes, Plan de levage doit être signé par ingénieur et remis à TPSGC <input type="checkbox"/> Restricted area: yellow or red tape/barrier/barricade Zone délimitée : ruban jaune ou rouge/barrière/barricade <input type="checkbox"/> Supervisor to monitor area Surveillant pour contrôler la zone <input type="checkbox"/> Building access during lifting = Pedestrian protection via scaffolding Accès à l'édifice lors de la levée = Protection piétons par un échaffaudage <input type="checkbox"/> Other: Autre :

NOTE: This form proposes safety measures to help assess hazards, but it cannot predict all work site situations. Please consult a Construction Health and Safety Coordinator if you have trouble identifying measures to be implemented to reduce risks.

NOTA : Ce formulaire propose des mesures de sécurité pour aider la personne à faire l'évaluation des risques mais il ne peut prévoir toutes les situations de travail. Veuillez consulter un coordonnateur, santé et sécurité des chantiers si vous avez de la difficulté à identifier les mesures à mettre en place pour réduire le risque.

